

Ecologie : une addition d'actions ne fait pas une ville en transition

Mener une politique de transition écologique appelle une stratégie globale, évaluée année après année.

Par [Laetitia Van Eeckhout](#) Publié hier à 13h57

Seules 30 des 96 plus grandes villes du monde ont atteint en 2019 leur pic d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et voient aujourd'hui leur niveau d'émissions diminuer. « *Souvent, les intentions sont réelles, mais les véritables transformations se font attendre, confirme Anne Ruas géographe à l'Ifsttar (Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux) et coordinatrice de l'Alliance pour la recherche urbaine en Europe (Urban Europe Research Alliance). Non que des initiatives, parfois même exemplaires, ne soient pas prises, mais leur mise en œuvre reste souvent très localisée. Il n'y a pas de passage à l'échelle. Or, pour qu'elles aient un réel impact, il faudrait que les actions s'étendent à un plus large territoire et davantage de citoyens.* »

De fait, lorsque les collectivités communiquent, elles mettent l'accent sur des actions isolées : ici un écoquartier, là une navette électrique, là encore une centrale solaire photovoltaïque... Rares sont celles qui portent ouvertement une politique d'ensemble.

Or la transition appelle une stratégie globale, d'autant que les actions isolées peuvent se révéler incohérentes. Apaiser la ville en développant voies de tramways et pistes cyclables peut se faire au prix d'embouteillages accrus. De la même façon, vouloir redynamiser les commerces de proximité dans les centralités (centres-villes, centre bourg, quartiers) est vain si les nouvelles implantations commerciales se poursuivent en périphérie.

Faire des choix et les assumer jusqu'au bout

« *Etre une ville en transition, c'est penser toutes les retombées des actions que l'on engage. C'est faire des choix et les assumer jusqu'au bout. Cela paraît évident mais c'est loin d'être toujours le cas* », observe Nicolas Thibault, consultant et conseiller Cit'Energie. Ce label européen distingue les collectivités qui mettent en œuvre une politique énergétique et climatique « *exemplaire* ».

Tous les choix à opérer sont loin d'être populaires. Promouvoir la marche ou le vélo suppose par exemple de repenser la répartition de l'espace public, ce qui peut conduire à élargir les trottoirs pour les sécuriser, comme à supprimer des places de parking... « *Or, même si les gens sont ouverts à l'idée d'apaiser la ville, une fois que c'est devant chez eux, ils vont défendre leur pré carré et s'opposer à la suppression des places de parking. D'où l'importance de réaffirmer l'enjeu global, d'avoir une ligne claire et savoir la porter en insistant sur les bienfaits collectifs*, insiste Nicolas Thibault. *Etre une ville en transition c'est aussi se poser la question du pourquoi on le fait.* »

Ce besoin de cohérence invite aussi les collectivités locales à adapter leur organisation afin d'éviter les raisonnements en silos. A Bordeaux, regrette Jean-Marc Offner, directeur général d'A-Urba, l'agence d'urbanisme de la Métropole, la répartition des compétences nuit à la refonte du modèle de mobilité dans laquelle s'est engagée la métropole. Résultat, les bouchons continuent à faire la Une du quotidien régional, en dépit de la mise en service d'un réseau de tramway ambitieux. « *Dans l'organigramme hiérarchique des collectivités, les premières vice-présidences sont généralement en charge de thèmes de gestion, et non des sujets clés de la transition. Et il en est de même pour les services* », observe-t-il aussi.

Mesurer les progrès réalisés

Une fois les politiques déployées, il s'agit de mesurer les progrès réalisés. Ce qui ne va manifestement pas toujours de soi. Depuis la loi « Grenelle II » de juillet 2010, les collectivités de plus de 50 000 habitants doivent présenter chaque année un rapport sur leur situation en matière de

développement durable. Or « ces rapports ne constituent souvent qu'un catalogue de réalisations, sans objectifs chiffrés et indicateurs. Ils ne contiennent pas, ou peu, de vision synthétique de l'effort de la collectivité, ni de ses résultats. Ils manquent d'outils pour mesurer année après année les progrès réalisés », observe Géraud Guibert, président de la Fabrique Ecologique. Ce think tank a publié en novembre 2019 une étude intitulée « Les communes, les intercommunalités et l'action climatique : comment accélérer la réduction des émissions de gaz à effet de serre ».

« Il est essentiel que les collectivités évaluent ce qu'elles entreprennent, qu'elles développent un suivi chiffré, abonde Anne Bringault du Réseau Action Climat (RAC). Les villes se fixent des objectifs chiffrés mais elles ne peuvent se contenter de ne mettre en œuvre que des actions symptomatiques pour se donner une image verte. »

Lorient, qui mène une politique de transition depuis les années 1980, en est venue en 2015, à la demande de ses élus, à définir une dizaine d'indicateurs (émission de CO2 de la collectivité, production d'électricité photovoltaïque, part de l'électricité renouvelable dans les achats d'électricité de la ville, suivi des modes actifs de déplacement sur le territoire...). « Avant, nous parlions surtout en termes d'actions. Ces indicateurs nous permettent de suivre dans le temps nos progrès, de voir si nos actions sont à la hauteur. Surtout, insiste Pierre Crépeaux, responsable Environnement à la Ville, ils nous conduisent à avoir une vision globale de la politique que nous menons et lui donnent un sens. »

Associer tous les acteurs du territoire

Utile pour faire les choix les plus favorables au climat, aller au-delà de l'énumération de projets « est important pour établir une relation de totale confiance avec la population, qui doit pouvoir se rendre compte des progrès réalisés et des actions à poursuivre et à développer pour être en ligne avec les objectifs », relève Géraud Guibert.

A Lorient, ce suivi chiffré de la stratégie menée est consultable par tous sur le blog « Agenda 21 Lorient Agglomération ». Et bientôt il pourra être débattu : l'agglomération entend en effet mettre en place une conférence locale du climat pour partager ses objectifs avec les forces vives du territoire.

« Associer les citoyens aux projets à mener, aux décisions à prendre est essentiel, soutient Anne Bringault. Car au-delà des initiatives qu'elle prend pour faire évoluer ses services ou son bâti, la collectivité joue un rôle de chef d'orchestre pour amener l'ensemble des acteurs sur son territoire à changer leurs habitudes. Cette implication est d'autant plus incontournable qu'elle permet aussi de veiller à ce que cette transition soit juste, insiste-t-elle. Faire participer les acteurs permet de s'apercevoir des impacts des actions engagées et de mettre en place les mesures d'accompagnements nécessaires. » Face à la frilosité des collectivités qui n'osent souvent pas mettre en place un tel suivi, Anne Bringault appelle à « faire confiance à ce dialogue avec les acteurs. Seule façon, relève-t-elle, d'engager une vraie et juste transition. »

Anne Bringault du Réseau Action Climat (RAC) et Jean-Marc Offner d'A-Urba interviendront lors de la conférence « Transition écologique : à quoi mesure-t-on son efficacité ? » organisée par « Le Monde Cities » le 27 janvier, de 17 heures à 19 heures à Bordeaux. [Accès libre sur inscription](#)

Laetitia Van Eeckhout